

---

# Fiches thématiques

---

Union européenne en bref

# 1.1 Situation en 2012

La crise financière et économique persistante a fortement impacté l'**Union européenne** (UE) dont le **produit intérieur brut** (PIB) s'est contracté en volume entre 2011 et 2012. Le **taux de chômage** s'est établi à 10,6 % de la population active en moyenne sur l'année 2012. La **dette publique** de l'UE au sens du **Traité de Maastricht** atteint désormais 85,1 % du PIB, soit 2,8 points de PIB de plus qu'en 2011. La crise a ainsi révélé certaines faiblesses de la gouvernance économique de l'Union européenne, pour partie corrigées par la mise en œuvre d'un renforcement de la surveillance budgétaire complétée par un nouveau dispositif de suivi des déséquilibres macroéconomiques.

Ce renforcement de la surveillance qui s'applique aux États membres de l'UE comporte un volet préventif ainsi qu'un volet correctif (Procédure de déficit excessif). Cette surveillance est enrichie de nouveaux critères qui permettent de vérifier la trajectoire budgétaire (déficit et dette publique) des États membres et l'évolution des dépenses publiques. En cas de dérapage budgétaire et/ou des dépenses publiques, une procédure de contrôle resserrée est alors mise en place, débouchant de manière quasi automatique sur un mécanisme de sanctions financières précoces et assez dissuasives.

Complémentaire de la surveillance budgétaire, la Procédure pour déséquilibre macroéconomique (dite MIP), fondée sur un mécanisme d'alertes, permet d'identifier et de prévenir les risques de déséquilibre dans les États membres. La Commission, chargée d'évaluer ces risques, peut inciter les pays à entreprendre des réformes structurelles, voire imposer des sanctions aux pays membres de la Zone qui ne se conformeraient pas aux dispositions de cette procédure MIP.

Au-delà de ces dispositifs de surveillance, la stratégie **Europe 2020** adoptée en 2010, pour une croissance « intelligente, durable et inclusive » et le pacte « Euro plus » de mars 2011 visent à renforcer à moyen terme la coopération et la coordination entre États, afin de favoriser la croissance, l'emploi et la compétitivité. Mi-2012, un pacte pour la croissance et l'emploi est par ailleurs venu compléter cette stratégie.

L'euro est la deuxième monnaie de réserve mondiale, utilisée quotidiennement par 300 millions de citoyens européens parmi les 505,7 millions d'habitants que comptent l'UE au 1<sup>er</sup> janvier 2013, après l'adhésion de la Croatie. Il y a dix ans seulement, douze États membres mettaient en circulation des billets et des pièces en euro, qu'ils adoptaient comme monnaie officielle ; ils sont aujourd'hui dix-sept. ■

## Définitions

**Europe 2020** : stratégie de croissance formulée par l'Union européenne sur la période de 2010 à 2020. Elle vise, d'un point de vue conjoncturel, à résoudre la crise qui continue de toucher l'économie de nombreux pays européens. Elle vise également sur un plan plus structurel à combler les lacunes du modèle de croissance européen et à mettre en place les conditions d'une croissance plus intelligente, plus durable et plus inclusive. Pour rendre cette finalité plus tangible, l'Union européenne s'est fixé cinq objectifs clés, à atteindre d'ici la fin de la décennie. Ils concernent l'emploi, l'éducation, la recherche et l'innovation, l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté, ainsi que le changement climatique et l'énergie.

**Dette publique notifiée, G20 (groupe des 20), indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), produit intérieur brut (PIB), standard de pouvoir d'achat (SPA), taux d'emploi, taux de chômage, Traité de Maastricht Union européenne (UE)** : voir *annexe Glossaire*.

## Pour en savoir plus

- « 505,7 millions d'habitants dans l'UE à 28 au 1<sup>er</sup> janvier 2013 », communiqué de presse n° 173, Eurostat, novembre 2013.
- « Le PIB par habitant a varié dans les États membres de 47 % à 271 % de la moyenne de l'UE27 en 2012 », communiqué de presse n° 98, Eurostat, juin 2013.
- « Rapport général sur l'activité de l'Union européenne - 2012 », janvier 2013.
- *Population* n° 2, Ined, 2013.

## 1. Pays de l'Union européenne en 2012

	en %						
	Population au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 <sup>p</sup> (en millions)	Part de la population ayant moins de 15 ans	Part de la population ayant plus de 65 ans	Taux d'emploi des 15 à 64 ans	Taux de chômage <sup>1</sup> des 15 à 64 ans	PIB par habitant <sup>3</sup> (en SPA <sup>2</sup> )	Variation annuelle des prix à la consommation <sup>4</sup>
Allemagne	80,5	13,2	20,6	72,8	5,6	31 100	2,1
Autriche	8,5	14,5	17,8	72,5	4,4	33 600	2,6
Belgique	11,2	17,0	17,3	61,8	7,6	30 500	2,6
Bulgarie	7,3	13,4	18,8	58,8	12,4	12 100	2,4
Croatie	4,3	14,9	17,3	48,7	///	15 600	3,4
Chypre	0,9	16,5	12,8	64,6	12,1	23 200	3,1
Danemark	5,6	17,7	17,3	72,6	7,7	32 000	2,4
Espagne	46,7	15,2	17,4	55,4	25,2	24 900	2,4
Estonie	1,3	15,5	17,2	67,1	10,4	17 500	4,2
Finlande	5,4	16,5	18,1	69,4	7,8	29 400	3,2
<b>France</b>	<b>65,6</b>	<b>18,6</b>	<b>17,1</b>	<b>63,9</b>	<b>9,9</b>	<b>27 500</b>	<b>2,2</b>
Grèce	11,1	14,4	19,7	51,3	24,5	19 200	1,0
Hongrie	9,9	14,5	16,9	57,2	11,0	16 800	5,7
Irlande	4,6	21,6	11,9	58,8	15,0	33 100	1,9
Italie	59,7	14,0	20,6	56,8	10,8	25 200	3,3
Lettonie	2,0	14,3	18,6	63,1	15,2	14 700	2,3
Lituanie	3,0	14,9	18,1	62,2	13,5	17 800	3,2
Luxembourg	0,5	17,1	14,0	65,8	5,2	69 400	2,9
Malte	0,4	14,7	16,5	59,0	6,5	22 000	3,2
Pays-Bas	16,8	17,3	16,2	75,1	5,3	32 900	2,8
Pologne	38,5	15,1	13,8	59,7	10,2	16 800	3,7
Portugal	10,5	14,8	19,4	61,8	16,4	19 200	2,8
Rép. tchèque	10,5	14,7	16,2	66,5	7,0	20 200	3,5
Roumanie	20,1	15,0	15,0	59,5	7,3	12 600	3,4
Royaume-Uni	63,9	17,5	16,9	70,1	8,0	28 000	2,8
Slovaquie	5,4	15,4	12,8	59,7	14,0	19 200	3,7
Slovénie	2,1	14,3	16,8	64,1	9,0	21 000	2,8
Suède	9,6	16,7	18,8	73,8	8,1	32 800	0,9
<b>Union européenne</b>	<b>505,7</b>	<b>15,6</b>	<b>17,8</b>	<b>64,2</b>	<b>10,6</b>	<b>25 600</b>	<b>2,6</b>

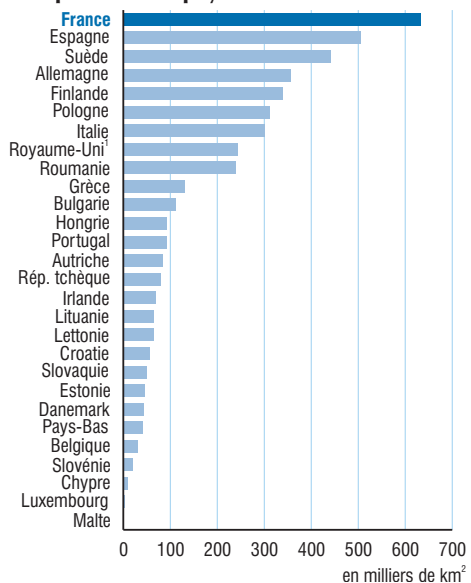
1. Moyenne annuelle. 2. Standard de pouvoir d'achat, unité de mesure facilitant les comparaisons internationales. 3. Données 2011 pour la Lettonie.  
4. Taux de variation 2012/2011 de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisée (IPCH) global. Source : Eurostat.

## 2. Situation de l'UE27 dans le monde et parmi les autres pays du G20

	en %		
	2013	2012	
	Part de la population mondiale <sup>1</sup>	PIB (en milliards de dollars)	Part du PIB mondial
Afrique du Sud	0,7	384,3	0,5
Arabie saoudite	0,4	711,1	1,0
Argentine	0,6	475,2	0,7
Australie	0,3	1 541,7	2,1
Bésil	2,7	2 253,1	3,1
Canada	0,5	1 821,4	2,5
Chine	19,1 <sup>2</sup>	8 221,0	11,4
Corée du Sud	0,7	1 129,5	1,6
États-Unis	4,4	16 244,6	22,5
Inde	17,9	1 841,7	2,6
Indonésie	3,5	878,5	1,2
Japon	1,8	5 960,3	8,3
Mexique	1,6	1 177,4	1,6
Nigeria	2,4	270,2	0,4
Russie	2,0	2 029,8	2,8
Turquie	1,1	788,3	1,1
<b>UE27<sup>3</sup></b>	<b>7,0</b>	<b>16 673,3</b>	<b>23,1</b>
<b>Monde</b>	<b>100,0</b>	<b>72 216,4</b>	<b>100,0</b>

1. Estimations de population en milieu d'année. 2. Hors Hong Kong et Macao. 3. La part dans le PIB mondial diffère de celle présentée dans la fiche 1.3 (calculée en PPA) du fait des écarts de prix entre pays. Sources : Ined ; FMI.

## 3. Superficie des pays de l'UE en 2013



1. Données 2004. Note : superficie totale, y compris eaux intérieures. Source : Eurostat.

## 1.2 Union monétaire européenne

Dans un environnement caractérisé par une baisse de l'activité économique et par la volatilité des conditions de financement engendrées par la crise financière et la crise de la dette souveraine, 2012 a été une nouvelle année difficile pour la conduite de la politique monétaire. La nouvelle aggravation de la crise de la dette souveraine au premier semestre 2012 a conduit la Banque centrale européenne à souligner la nécessité d'une coordination plus étroite des politiques économiques, budgétaires et financières afin d'éviter l'apparition, dans certains pays, d'évolutions non soutenables.

L'activité économique réelle dans la **zone euro** a diminué en 2012, en lien avec la faiblesse de l'investissement et de la consommation privée. Au total, le **produit intérieur brut** a diminué de 0,6 % par rapport à 2011, après deux années de faible croissance positive. Cette évolution reflète la faible confiance des agents économiques, l'incertitude accrue et le processus en cours d'ajustement des bilans des secteurs financier et non financier, auxquels s'ajoutent l'ampleur du chômage, le resserrement de la politique budgétaire et l'atonie de la demande extérieure.

L'**inflation** annuelle de la zone euro est demeurée à des niveaux relativement élevés malgré l'environnement macroéconomique défavorable. Le niveau de l'inflation a largement reflété les fortes hausses des prix de l'énergie et les relèvements de la fiscalité

indirecte et des prix administrés dans plusieurs pays. En moyenne, l'inflation mesurée par les variations de l'**indice des prix à la consommation harmonisé** s'est établie à 2,5 % en 2012 (2,7 % en 2011).

En 2012, les mouvements du **taux de change** de l'euro ont largement reflété l'évolution des perceptions des intervenants de marché quant aux perspectives économiques de la zone euro et aux modifications des primes de risque liées à la crise de la dette souveraine dans la zone euro. Le **taux de change effectif nominal** de l'euro vis-à-vis des monnaies des vingt principaux partenaires commerciaux de la zone euro, est globalement demeuré inchangé au cours de l'année. Fin 2012, en termes effectifs nominaux, l'euro s'établissait 0,4 % en deçà de son niveau de fin 2011.

Le **déficit** agrégé des administrations publiques de la zone euro est revenu à 3,7 % du PIB en 2012. Le recul du déficit budgétaire s'explique par une augmentation des recettes publiques en pourcentage du PIB, reflétant des augmentations des impôts sur le revenu et le patrimoine et, dans une moindre mesure, des hausses de la fiscalité indirecte, tandis que le ratio de dépenses a légèrement augmenté. Fin 2012, les ratios de **dette publique** étaient supérieurs à la valeur de référence de 60 % du PIB dans 12 des 17 pays de la zone. ■

### Définitions

Toutes les données commentées ici se rapportent à la zone euro à 17 pays (c'est-à-dire hors Lettonie, entrée dans la zone euro le 1<sup>er</sup> janvier 2014).

**Zone euro** : zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie unique. Les dix-huit États membres constituant la zone euro sont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et la Slovénie. La zone a été créée en 1999 par onze pays, rejoints par la Grèce en 2001, la Slovénie en 2007, Chypre et Malte en 2008, la Slovaquie en 2009, l'Estonie en 2011 et la Lettonie en 2014.

**Critères de convergence du Traité de Maastricht, déficit public notifié, dette publique notifiée, indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, parité de pouvoir d'achat (PPA), produit intérieur brut (PIB), standard de pouvoir d'achat (SPA), taux de change, taux de change effectif nominal, taux d'intérêt** : voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

- « Zone euro - Principaux indicateurs économiques et financiers », Banque de France, décembre 2013.
- « Déficit public de la zone euro et de l'UE28 respectivement de 3,7 % et 3,9 % du PIB », communiqué de presse n° 152, Eurostat, octobre 2013.
- « Rapport sur la convergence », Banque centrale européenne, juin 2013.
- « Rapport annuel 2012 », Banque centrale européenne, avril 2013.

# Union monétaire européenne 1.2

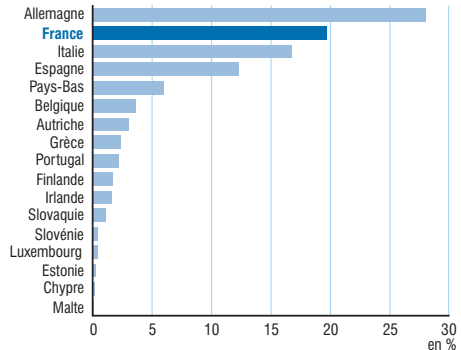
## 1. Taux de change de l'euro contre devises

pour un euro, en fin de période

	2011	2012	nov. 2013
Dollar	1,2939	1,3194	1,3611
Yen	100,20	113,61	139,21
Livre sterling	0,8353	0,8161	0,8328
Franc suisse	1,2156	1,2072	1,2298
Couronne danoise	7,4342	7,4610	7,4589
Couronne suédoise	8,9120	8,5820	8,9075
Couronne tchèque	25,787	25,151	27,391
Forint hongrois	314,58	292,30	301,10
Lats letton	0,6995	0,6977	0,7030
Leu roumain	4,3233	4,4445	4,4385
Lev bulgare	1,9558	1,9558	1,9558
Litas lituanien	3,4528	3,4528	3,4528
Zloty polonais	4,4580	4,0740	4,2060

Source : Banque centrale européenne.

## 2. Part des différents pays dans le PIB de la zone euro à 17 en 2012



Note : les PIB sont calculés en standard de pouvoir d'achat afin d'éliminer les différences de niveaux de prix nationaux.

Source : Eurostat, extraction en décembre 2013.

## 3. Situation des pays de l'Union européenne au regard des critères de convergence

	Solde des finances publiques (en % du PIB) <sup>1</sup>			Dettes publiques (en % du PIB) <sup>1,2</sup>			Inflation (en %) <sup>3</sup>			Taux d'intérêt à long terme (en %) <sup>4</sup>		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Allemagne	-4,2	-0,8	0,1	82,5	80,0	81,0	1,2	2,5	2,1	2,74	2,61	1,50
Autriche	-4,5	-2,5	-2,5	72,3	72,8	74,0	1,7	3,6	2,6	3,23	3,32	2,37
Belgique	-3,7	-3,7	-4,0	95,7	98,0	99,8	2,3	3,4	2,6	3,46	4,23	3,00
Bulgarie	-3,1	-2,0	-0,8	16,2	16,3	18,5	3,0	3,4	2,4	6,01	5,36	4,50
Chypre	-5,3	-6,3	-6,4	61,3	71,5	86,6	2,6	3,5	3,1	4,60	5,79	7,00
Croatie	-6,4	-7,8	-5,0	44,9	51,6	55,5	1,1	2,2	3,4	...	6,54	6,13
Danemark	-2,5	-1,8	-4,1	42,7	46,4	45,4	2,2	2,7	2,4	2,93	2,73	1,40
Espagne	-9,6	-9,6	-10,6	61,7	70,5	86,0	2,0	3,1	2,4	4,25	5,44	5,85
Estonie	0,2	1,1	-0,2	6,7	6,1	9,8	2,7	5,1	4,2	...	...	...
Finlande	-2,5	-0,7	-1,8	48,7	49,2	53,6	1,7	3,3	3,2	3,01	3,01	1,89
<b>France</b>	<b>-7,1</b>	<b>-5,3</b>	<b>-4,8</b>	<b>82,4</b>	<b>85,8</b>	<b>90,2</b>	<b>1,7</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>	<b>3,12</b>	<b>3,32</b>	<b>2,54</b>
Grèce	-10,7	-9,5	-9,0	148,3	170,3	156,9	4,7	3,1	1,0	9,09	15,75	22,50
Hongrie	-4,3	4,3	-2,0	82,2	82,1	79,8	4,7	3,9	5,7	7,28	7,64	7,89
Irlande	-30,6	-13,1	-8,2	91,2	104,1	117,4	-1,6	1,2	1,9	5,74	9,60	6,17
Italie	-4,5	-3,8	-3,0	119,3	120,7	127,0	1,6	2,9	3,3	4,04	5,42	5,49
Lettonie	-8,1	-3,6	-1,3	44,4	41,9	40,6	-1,2	4,2	2,3	10,34	5,91	4,57
Lituanie	-7,2	-5,5	-3,2	37,8	38,3	40,5	1,2	4,1	3,2	5,57	5,16	4,83
Luxembourg	-0,8	0,1	-0,6	19,5	18,7	21,7	2,8	3,7	2,9	3,17	2,92	1,82
Malte	-3,5	-2,8	-3,3	66,8	69,5	71,3	2,0	2,5	3,2	4,19	4,49	4,13
Pays-Bas	-5,1	-4,3	-4,1	63,4	65,7	71,3	0,9	2,5	2,8	2,99	2,99	1,93
Pologne	-7,9	-5,0	-3,9	54,9	56,2	55,6	2,7	3,9	3,7	5,78	5,96	5,00
Portugal	-9,8	-4,3	-6,4	94,0	108,2	124,1	1,4	3,6	2,8	5,40	10,24	10,55
République tchèque	-4,7	-3,2	-4,4	38,4	41,4	46,2	1,2	2,1	3,5	3,88	3,71	2,78
Roumanie	-6,8	-5,6	-3,0	30,5	34,7	37,9	6,1	5,8	3,4	7,34	7,29	6,68
Royaume-Uni	-10,1	-7,7	-6,1	78,4	84,3	88,7	3,3	4,5	2,8	3,36	2,87	1,74
Slovaquie	-7,7	-5,1	-4,5	41,0	43,4	52,4	0,7	4,1	3,7	3,87	4,45	4,55
Slovénie	-5,9	-6,3	-3,8	38,7	47,1	54,4	2,1	2,1	2,8	3,83	4,97	5,81
Suède	0,3	0,2	-0,2	39,4	38,6	38,2	1,9	1,4	0,9	2,89	2,61	1,59
<b>Valeur de référence</b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>60,0</b>	<b>60,0</b>	<b>60,0</b>	<b>1,5</b>	<b>3,4</b>	<b>3,2</b>	<b>4,9</b>	<b>4,8</b>	<b>3,70</b>

1. Chiffres notifiés à la Commission européenne et vérifiés par Eurostat.

2. Dette brute des administrations publiques au sens de Maastricht.

3. Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH), en moyenne annuelle.

4. En moyenne annuelle.

Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat.

## 4. Comparaison de la zone euro à 17 aux États-Unis et au Japon en 2012

en moyenne annuelle, en %

	Zone euro	États-Unis	Japon		Zone euro	États-Unis	Japon
Population au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 (en millions)	331,1	313,9	127,5	Dettes publiques (en % du PIB)	90,6	106,3	219,1
Taux de chômage	11,4	8,1	4,4	Évolution des prix à la consommation	2,5	2,1	0,0
PIB (en milliards d'euros PPA)	9 146,6	12 325,7	3 405,1	Évolution de la production industrielle (hors bâtiment)	-2,4	3,9	0,2
PIB par habitant (en euros PPA)	27 570	39 220	26 700	Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-1,4	3,5	1,5
Croissance en volume du PIB	-0,6	2,8	1,9	Évolution des ventes au détail en volume	1,8	-2,6	1,0

Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat.

## 1.3 Union européenne en longue période

Depuis 1980, l'Union européenne (UE) s'est élargie progressivement de neuf à vingt-huit pays. Elle ne prend réellement ce nom qu'au 1<sup>er</sup> novembre 1993, suite au **traité de Maastricht** du 7 février 1992. Elle succède à la **Communauté économique européenne**, issue du traité de Rome du 25 mars 1957, dont la France est l'un des six pays fondateurs.

Dans ses contours de 2014, l'UE s'étend sur 4,5 millions de km<sup>2</sup> et rassemble 505,7 millions d'habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Les dix-neuf pays qui ont rejoint l'UE depuis 1980 représentent 61 % du territoire, mais seulement 39 % des habitants. L'UE s'est aussi agrandie par le biais de la réunification de l'Allemagne en 1990. Au sein de l'UE, la France est le pays le plus étendu (14 % du territoire) et le deuxième pays le plus peuplé (13 % de la population) derrière l'Allemagne (16 % de la population).

De 1980 à 2012, la population a augmenté de 10 % dans l'ensemble des 27 pays de l'UE actuelle hors Croatie. Elle a crû plus fortement en France (+ 18 % en France métropolitaine) que dans la plupart des autres grands pays européens : Allemagne (+ 5 %, y compris l'ancienne République démocratique allemande), Italie (+ 8 %) et Royaume-Uni (+ 12 %). C'est en Espagne que la population a le plus augmenté (+ 24 %), du fait d'un solde migratoire particulièrement élevé.

Dans l'ensemble de l'UE, la part des personnes âgées de 65 ans ou plus est passée de 13 % en 1980 à 18 % en 2012. En France métropolitaine, la progression est un peu moins marquée : de 14 % à 17 %. Ce vieillissement démographique, dû à la fois à la baisse de la fécondité et à celle de la mortalité aux âges élevés, a été plus précoce dans plusieurs pays du Nord et de l'Ouest, comme la Suède, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Certains pays du Sud les ont aujourd'hui rattrapés, comme l'Italie, la Grèce ou le Portugal. En 2012

comme en 1980, l'Allemagne reste l'un des deux pays comportant la plus grande part de personnes âgées, mais l'Italie a remplacé la Suède dans le duo de tête.

Le **produit intérieur brut** (PIB) de l'UE (hors Croatie) représente 19 % du PIB mondial en 2012. Cette part est calculée en **parité de pouvoir d'achat** (PPA), afin d'éliminer les différences de niveaux de prix nationaux. Au sein de l'UE, y compris la Croatie, les cinq premiers pays en termes de PIB, toujours en PPA, sont l'Allemagne (20 % du PIB de l'UE en 2012), la France (14 %), le Royaume-Uni (13 %), l'Italie (12 %) et l'Espagne (9 %). Toutefois, en moyenne par habitant, plusieurs pays les devançant, le Luxembourg étant largement en tête.

De 1980 à 2012, le PIB en volume par habitant a augmenté un peu plus faiblement, en moyenne, dans l'Europe à 12 (périmètre à la date de 1986) qu'aux États-Unis ou au Japon. Jusqu'au début des années 1990, il a crû beaucoup plus rapidement au Japon qu'aux États-Unis ou en Europe, avant que la tendance ne s'inverse jusqu'au début des années 2000. Les rythmes de croissance des trois zones ont ensuite été proches jusqu'à la crise de 2007-2008, qui a débouché sur une récession de l'ensemble des pays industrialisés en 2009. Des divergences réapparaissent ensuite : en 2012, les pays européens affichent toujours un PIB en volume par habitant nettement inférieur à son niveau de 2008, contrairement aux États-Unis et au Japon.

Au sein de l'UE, les situations sont toutefois contrastées : depuis vingt ans, parmi les cinq grands pays européens, la croissance du PIB par habitant a été la plus forte au Royaume-Uni et la plus faible en Italie. À partir du milieu des années 2000, la croissance française par habitant est nettement inférieure à celle de l'Allemagne. En 2012, parmi les cinq pays, seule l'Allemagne affiche un PIB en volume par habitant supérieur à son niveau d'avant la crise. ■

### Définitions

**Union européenne, traité de Maastricht, Communauté économique européenne, produit intérieur brut, parité de pouvoir d'achat (PPA)** : voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

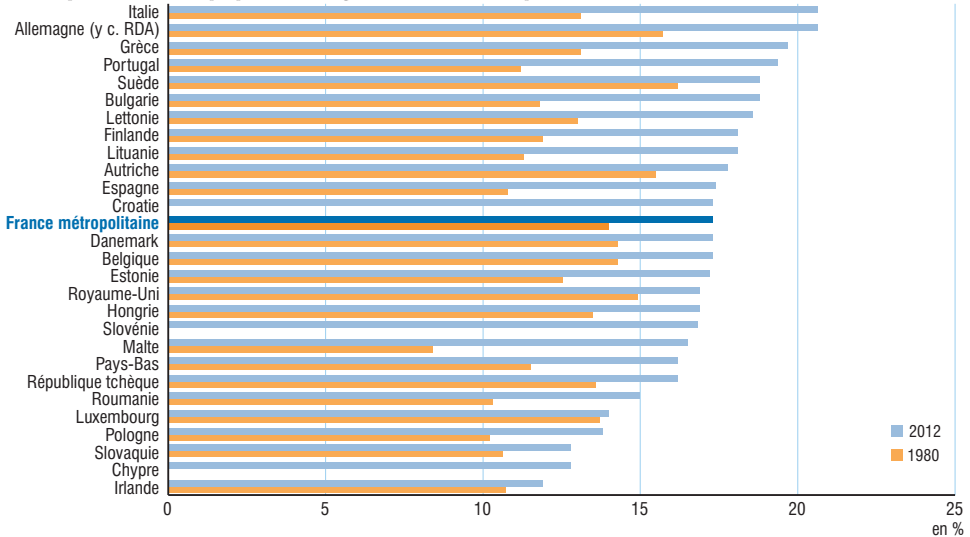
- Site Internet d'Eurostat : <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/>
- Site Internet du FMI : <http://www.imf.org/external/>
- « De 55 à 65 millions d'habitants : pourquoi la population a-t-elle augmenté plus vite en France que dans les pays voisins ? », in *France, portrait social*, coll. « Insee Références », édition 2011.
- « Populations et tendances démographiques des pays européens (1980-2010) », *Population* n° 1, Ined, 2011.

# Union européenne en longue période 1.3

## 1. L'élargissement progressif de l'Union européenne

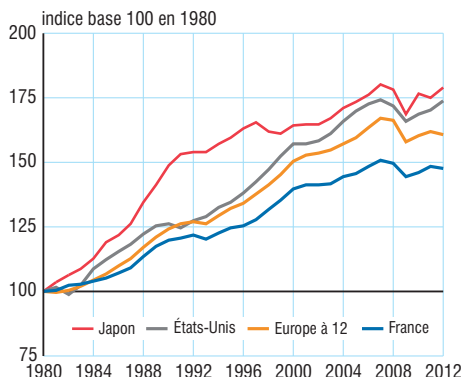
Date d'entrée	États membres
1958	Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas
1973	Danemark, Irlande, Royaume-Uni
1981	Grèce
1986	Espagne, Portugal
1995	Autriche, Finlande, Suède
2004	Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie
2007	Bulgarie, Roumanie
2013	Croatie

## 2. Proportion de la population âgée de 65 ans ou plus



Source : Eurostat, extraction en septembre 2013.

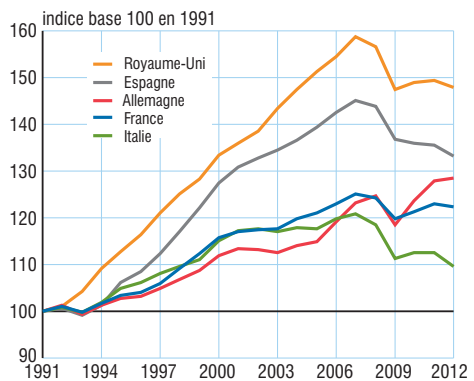
## 3. PIB en volume par habitant depuis 1980



Note : sur la période 1980-1994, la série « Europe à 12 » a été reconstruite à l'appui des données en base 1991. Le calcul pour les années antérieures à 1991 se fonde sur l'application des taux de croissance du PIB en volume de l'Europe à 12 hors RDA au PIB de l'Allemagne réunifiée en 1991. En 1980 et 1981, la population en France est estimée par rétroproportion à partir des évolutions en France métropolitaine.

Sources : Eurostat, extraction en septembre 2013 (PIB ; population en Europe des douze hors France) ; Insee (population en France) ; Banque mondiale (population des États-Unis et du Japon).

## 4. PIB en volume par habitant dans cinq grands pays de l'UE depuis 1991



Note : contrairement à la figure 3, on ne remonte ici qu'en 1991 car la série historique n'est disponible que pour l'ensemble de l'Europe à 12.

Sources : Eurostat, extraction en septembre 2013 (sauf la population en France) ; Insee (population en France).

## 1.4 Indicateurs de développement durable

La France a adopté en juillet 2010 une nouvelle stratégie nationale de développement durable pour la période 2010-2013. Cette stratégie est organisée en neuf défis stratégiques, cohérents avec les engagements européens et internationaux. Fruit d'une concertation avec des représentants des cinq collèges du Grenelle de l'environnement (État, collectivités territoriales, entreprises, partenaires sociaux et ONG environnementales), quinze indicateurs phares et quatre indicateurs de contexte économique et social ont été choisis pour illustrer les neuf défis. Ils constituent le cœur du tableau de bord retenu pour suivre la mise en œuvre de la stratégie.

Alors que depuis 2000 la croissance économique par habitant a été plus modérée pour la France que pour l'ensemble de l'Union européenne, une partie des pressions sur les ressources naturelles apparaît relativement maîtrisée, notamment en matière d'émissions à effet de serre et de productivité des matières. Ainsi, les émissions de gaz à effet de serre qui ont un impact déterminant sur le réchauffement climatique sont inférieures en 2010 de 6,6 % au niveau de 1990, référence du protocole de Kyoto. Le découplage depuis 2000 de la consommation d'énergie totale dans les transports avec la croissance économique, joint à l'augmentation de la production d'énergie renouvelable (13,1 % de la consommation finale d'énergie en 2011) contribue à la maîtrise de ces émissions. L'efficacité matérielle de l'économie s'accroît : le volume de PIB (en euros) produit avec l'utilisation d'un kilogramme de matières a augmenté de 26 % entre 2000 et 2010.

Cependant, les engagements à plus long terme sont très exigeants : la France s'est engagée, au sommet de Copenhague, à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. En outre, la France reste très en dessous de l'objectif de 23 % fixé par la loi Grenelle 1 pour la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie d'ici 2020.

Par ailleurs, la croissance économique s'accompagne d'une dépendance plus forte aux importations et de « flux cachés » liés aux importations qui s'ajoutent aux émissions

depuis le territoire français. Ainsi, l'empreinte carbone de la demande finale de chaque français, c'est-à-dire les émissions de gaz à effet de serre liées à la production de biens et services nécessaires à la satisfaction de cette demande, s'élève en 2007 à 12,2 tonnes par an lorsque l'on tient compte de l'ensemble des biens et services absorbés par cette demande, qu'ils soient produits en France ou importés, alors que seulement 8,2 tonnes sont émises en moyenne sur le territoire français. De plus, la pression reste très forte sur la biodiversité, même si le phénomène est complexe à mesurer. En 2010, les surfaces artificialisées occupent 8,9 % du territoire national. Leur progression s'accélère ces dernières années : elles gagnent en superficie l'équivalent d'un département tous les sept ans en moyenne. Elle est défavorable à de nombreuses espèces, en particulier aux oiseaux spécialistes des milieux agricoles, alors que les oiseaux généralistes s'adaptent mieux, voire progressent.

En termes de bien-être et de cohésion sociale, ces indicateurs font ressortir un diagnostic contrasté : le taux d'emploi des seniors continue d'augmenter et la France connaît un taux de pauvreté monétaire inférieur à la moyenne européenne, mais en hausse. De même, l'espérance de vie en bonne santé ne progresse plus et la part des jeunes de 16 à 25 ans hors emploi et hors formation se maintient à un niveau élevé (12,8 % en 2011).

Des progrès restent encore à accomplir dans les domaines de la société de la connaissance. La part des dépenses de recherche dans le PIB est significativement inférieure à l'objectif des 3 % fixés par la stratégie de l'Europe à l'horizon 2020 et la part des jeunes de 18 à 24 ans sortant sans diplôme de l'enseignement supérieur reste supérieure aux 10 % visés par l'Union européenne en 2020 (12,0 % en 2011).

De même, la réalisation des objectifs de développement durable au niveau mondial, dits objectifs « du millénaire », nécessitera un effort : seulement 0,46 % du revenu national brut est consacré en 2011 à l'aide publique au développement, niveau en recul après la hausse des trois dernières années, alors que l'objectif était fixé à 0,56 % en 2010 et 0,7 % en 2015. ■



# Indicateurs de développement durable 1.4

## 1. Indicateurs de développement durable

	1995	2000 <sup>1</sup>	2005	2009	2010	2011
<b>Défi 1 - Consommation et production durable</b>						
<b>1.1 Productivité matières (en euros/kg)<sup>2</sup></b>						
France	1,74	1,80	2,01	2,19	2,27	...
UE27 e	...	1,34	1,40	1,57	1,64	...
<b>Défi 2 - Société de la connaissance</b>						
<b>2.1 Sorties précoces du système scolaire (en %)<sup>3</sup></b>						
France	15,4	13,3	12,2	12,2	12,6	12,6
UE27	...	e 17,6	15,8	14,4	14,1	13,5
<b>2.2 Dépense intérieure de recherche et développement (en % dans le PIB)</b>						
France	2,28	2,15 <sup>4</sup>	2,11	2,21	2,24 <sup>4</sup>	e p 2,25
UE27	e 1,81	e 1,86	1,82	e 2,02	e 2,01	e 2,03
<b>Défi 3 - Gouvernance</b>						
<b>3.1 Participation des femmes aux instances de gouvernance (en % des femmes cadres dirigeants dans le privé)</b>						
France	...	...	16,0	18,2	20,3	...
<b>Défi 4 - Changement climatique et énergies</b>						
<b>4.1 Emission de gaz à effet de serre (en tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, indice base 100 en 1990)</b>						
France	99,4	101,0	101,5	92,1	93,4	...
UE27	93,4	91,0	92,2	82,6	84,6	...
<b>4.2 Empreinte carbone de la demande finale nationale (en tonnes par personne)<sup>5</sup></b>						
France	11,1	11,6	12,2	...	...	...
<b>4.3 Énergies renouvelables (en % dans la consommation finale d'énergie)</b>						
France	...	...	9,7	12,2	12,8	13,1
UE27	...	...	8,5	11,7	12,5	...
<b>Défi 5 - Transports et mobilité durables</b>						
<b>5.1 Consommation totale d'énergie dans les transports en Tep rapportée au PIB (indice base 100 en 1990)</b>						
France	102,3	97,9	92,3	90,2	88,9	88,8
<b>Défi 6 - Conservation et gestion durable de la biodiversité et des ressources naturelles</b>						
<b>6.1 Indice d'abondance des populations d'oiseaux communs (indice base 100 en 1989)</b>						
France, oiseaux généralistes	92	88	115	112	123	119
France, oiseaux habitats agricoles	75	71	70	60	66	61
<b>6.2 Artificialisation des sols (en % du territoire national)</b>						
France	///	7,3	///	8,8 <sup>4</sup>	8,9	...
<b>Défi 7 - Santé publique, prévention et gestion des risques</b>						
<b>7.1 Espérance de vie en bonne santé (en années)</b>						
Hommes	60,0	60,1	62,3	62,8	61,8	62,7
Femmes	62,4	63,2	64,6	63,5	63,4	63,6
<b>Défi 8 - Démographie, immigration, inclusion sociale</b>						
<b>8.1 Pauvreté monétaire (%)<sup>6</sup></b>						
France	14,5 <sup>7</sup>	13,6	13,1	13,5	14,1	...
UE27	...	...	e 16,5	16,4	e 16,9	...
<b>8.2 Taux d'emploi des seniors (travailleurs âgés de 55 à 64 ans, en %)</b>						
France	29,8	29,4	38,5	38,8	39,8	41,5
UE27	36,0	36,9	42,3	46,0	46,3	47,4
<b>8.3 Part des jeunes de 16 à 25 ans hors emploi et hors formation (en %)</b>						
Hommes	9,8	8,9	10,5	13,3	13,0	12,3
Femmes	14,6	11,9	12,5	12,8	13,3	13,4
<b>Défi 9 - Défis internationaux en matière de développement durable et de pauvreté dans le monde</b>						
<b>9.1 Aide Publique au développement (en % du revenu national brut)</b>						
France	0,55	0,30	0,47	0,47	0,50	p 0,46
UE27	0,37	0,32	0,42	0,42	0,44	p 0,42
<b>Contexte économique et social</b>						
<b>0.11 PIB par habitant (taux de croissance annuel moyen en volume, en %)<sup>1</sup></b>						
France	///	2,3 <sup>1</sup>	1,1	-3,7	1,1	1,1
UE27	///	2,7 <sup>1</sup>	1,6	-4,6	1,8	1,3
<b>0.12 Revenu national net par habitant (taux de croissance annuel moyen en volume, en %)<sup>1</sup></b>						
France	///	2,7 <sup>1</sup>	1,1	-4,1	1,3	1,0
UE27	///	2,5 <sup>1</sup>	1,1	-4,8	1,5	...
<b>0.21 Taux de chômage (en %)</b>						
France métropolitaine	10,1	8,6	8,9	9,1	9,4	9,2
UE27	///	8,8	9,0	9,0	9,7	9,7
<b>0.21 Taux de sous-emploi (en %)</b>						
France métropolitaine	6,2	5,8	5,2	5,6	5,9	5,1
<b>0.3 Distribution des revenus</b>						
France mét. : rapport des niveaux de vie moyens des déciles extrêmes	6,20 <sup>7</sup>	6,27	6,53	6,73	7,08	...
France métropolitaine : rapport interdécile des niveaux de vie (D9/D1)	3,51 <sup>7</sup>	3,50	3,35	3,44	3,48	...
<b>0.4 Taux de fécondité</b>						
France	1,73	1,89	1,94	2,00	2,03	...
UE27	...	...	1,51	1,59	1,60 <sup>4</sup>	e 1,57 <sup>4</sup>

1. Sauf taux de croissance moyen annuel entre 1995 et 2000. 2. Rapport entre le PIB en volume (base 2000) et la consommation intérieure de matières premières.

3. Part des 18-24 ans ne suivant ni études ni formation et sans diplôme du supérieur. 4. Rupture de série. 5. Émissions de CO<sub>2</sub> associées à l'ensemble des biens et services destinés à satisfaire la demande finale nationale. 6. Part des personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du revenu médian. 7. Donnée relative à 1996.

Sources : Insee-SDeS, tableau de bord de la stratégie nationale de développement durable ; Eurostat.